

N° 16/CA du Répertoire

N° 1998-81/CA₃ du Greffe

Arrêt du 19 mars 2014

AFFAIRE : François AKPAKLA

C/

Préfet de l'Atlantique et Marc Orou
Zimé GUINIKOUKOU

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
DE LA COUR SUPREME DE LA REPUBLIQUE
DU BENIN SEANT A PORTO-NOVO**

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introduite d'instance en date à Cotonou du 19 août 1998, enregistrée au greffe de la Cour le 21 août 1998 sous le n°819/GCS, par laquelle Monsieur François AKPAKLA, ayant pour Avocat Maître Yves Edgar MONNOU, a saisi la Cour d'un recours de plein contentieux en restitution de parcelle et en payement de somme d'argent à titre de réparation ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant en date du 26 janvier 1999 enregistré au greffe de la Cour le 1^{er} février 1999 sous le n°0079/GCS ;

Vu la correspondance n°1245/GCS du 25 avril 2007, par laquelle le requérant a été invité à produire la preuve du dépôt du recours administratif en date du 15 octobre 1997 ainsi que la lettre de relance du 19 octobre 1997 ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 02 juin 2011, par laquelle le requérant a communiqué à la Cour, copies des correspondances qui tiennent selon lui, lieu de preuve de recours et de relance ;

Vu les observations en défense de Maître Alexandrine SAÏZONOU, pour le compte du Préfet des Départements de l'Atlantique et du Littoral enregistrées au secrétariat de la Chambre administrative le 19 avril 2001 sous le n°221/CS/CA ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême alors en vigueur ;

Oùï le conseiller Etienne M. FIFATIN en son rapport ;

Oùï l'Avocat général Onésime G. MADODE en ces conclusions ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



Considérant que le requérant expose par l'organe de son Conseil :

Que par convention de vente en date à Cotonou du 15 juillet 1958, monsieur HOUETO AGBAKOU lui a cédé son droit de propriété sur la parcelle de terrain sise à Ahouansori-Agué, moyennant la somme de 52 000 FCFA ;

Que suite au lotissement de Cotonou Nord tranche E, il a été recasé au lot 1229 face à la Mairie d'Ahouansori-Agué ;

Que contre toute attente, il lui a été notifié le 18 octobre 1997, l'Arrêté préfectoral n°2/443/DEP-ATL/SG/SAS en date du 16 septembre 1997 portant déguerpissement, retrait de parcelle, annulation de permis d'habiter et attribution de parcelle avec injonction de libérer de tous corps et biens, la parcelle « A » du lot 1229 du lotissement de Cotonou tranche E ;

Que le sieur Marc Orou Zimé GUINIKOUKOU à qui la Préfecture a cédé frauduleusement ladite parcelle a fait détruire toutes ses installations qui s'y trouvaient ;

Que toutes ces violences et voies de fait lui ont causé de préjudices aussi bien matériel que moral ;

Que c'est pour cela qu'il s'adresse à la haute juridiction pour voir annuler l'arrêté préfectoral n°2/443/DEP-ATL/SG/SAD du 16 septembre 1997 portant déguerpissement, retrait de parcelle, annulation de permis d'habiter et attribution de parcelle ;

Condamner la préfecture de l'Atlantique et Marc Orou Zimé GUINIKOUKOU au paiement de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA toutes causes de préjudices confondues.

Considérant que l'Administration a produit ses observations par lesquelles elle conclut, au principal à l'irrecevabilité du recours, et au subsidiaire, au mal fondé des prétentions du requérant.

Sur la recevabilité

Considérant que le Conseil du requérant justifie la recevabilité du recours en indiquant que son client, suite à la saisine du préfet du département de l'Atlantique de son recours gracieux des 15 et 19 octobre 1997, et face au silence valant rejet de l'autorité administrative, n'a pu constituer conseil à temps pour défendre ses intérêts, étant « ignorant et analphabète » ;

Mais que la Chambre administrative est souveraine dans l'appréciation de la recevabilité d'un recours par application des dispositions de l'article 67 de l'ordonnance 21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;



Considérant que Maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, Conseil de l'Administration, conclut à l'irrecevabilité du recours en soutenant qu'après la notification qui lui a été faite le 18 octobre 1997 de l'Arrêté préfectoral n°2/443/DEP-ATL/SG/SAD du 16 septembre 1997, le requérant n'a saisi la Haute juridiction que le 19 août 1998, soit 10 mois plus tard ;

Que conformément aux dispositions de l'article 68 de l'Ordonnance 21/PR du 26 avril 1966 sus citée, le requérant se devait d'introduire un recours gracieux ou hiérarchique et espérer la réponse de l'Administration dans les deux mois et à défaut de réponse explicite, dans les deux mois, saisir la Haute juridiction ;

Que la preuve de la réception du recours dit hiérarchique adressé au Président de la République n'est pas apportée par le requérant ;

Considérant qu'il ressort du dossier que le recours introduit par le requérant a été qualifié par lui-même de recours de plein contentieux ;

Qu'en la matière et en vertu de la règle de la décision préalable, le juge administratif ne peut être saisi qu'après que le requérant a provoqué l'intervention de l'administration par une demande précise et appropriée ;

Considérant que dans sa correspondance en date à Cotonou du 15 octobre 1997 tenant lieu pour lui de recours gracieux, adressée au Préfet de l'Atlantique, le requérant s'est contenté de solliciter qu'il lui soit accordé le mètre restant sur les 8 mètres ;

Que c'est seulement à la phase de la procédure contentieuse qu'il fait état de la réclamation de la somme de treize millions (13.000.000) dans sa requête introductive d'instance et de la somme de vingt millions (20.000.000) dans son mémoire ampliatif, au titre du préjudice qu'il aurait subi ;

Considérant que le requérant ayant introduit un recours de plein contentieux tendant à obtenir une indemnité réparatrice de la somme de vingt millions (20.000.000), alors même qu'il n'a pas au préalable réclamé à l'administration cette indemnisation réparatrice à laquelle il prétend avoir droit, il y a lieu de déclarer ledit recours irrecevable pour défaut de liaison du contentieux ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Est irrecevable, le recours de plein contentieux de François AKPAKLA, ayant pour conseil Yves Edgar MONNOU, avocat à la Cour, tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2/443/DEP-ATL/SG/SAD du 16 septembre 1997 et à la



condamnation de la préfecture de l'Atlantique et du Littoral, solidairement avec Marc Zimé GUINIKOUKOU, au paiement de la somme de vingt mille (20 .000.000) à titre de réparation, toutes causes de préjudices confondues.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification de la présente décision sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT;

Eliane R. G. PADONOU

Et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-neuf mars deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE, Avocat Général ;

MINISTERE PUBLIC ;

Gédéon A. AKPONE,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le président,

Le rapporteur,

Jérôme O. ASSOGBA

Etienne M. FIFATIN

Le Greffier

Gédéon A. AKPONE



Suivent les signatures

DE = 15.000 F
Pénalité = 15.000 F } 30.000 F

Enregistré à Porto-Novo le 17/01/2019

Fo 29 Case 66

Reçu trente mille francs

Timbres : 800 F X 3 = 2.400 F

Total = 32.400 F

L'Inspecteur de l'Enregistrement

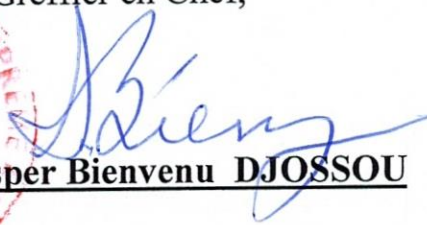
Bienvenu D. TOKO

Pour expédition certifiée conforme

Porto-Novo, le 22 janvier 2019

Le Greffier en Chef,




Prosper Bienvenu DJOSSOU

